

**Union européenne - Sommet social
de l'Union européenne -
Travailleurs détachés - Glyphosate -
Europe de la défense - Brexit -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, avec «Radio Classique
/ Paris première» - Extraits
(Paris, 17 novembre 2017)**

Q - Bienvenue sur Radio classique et sur Paris Première. Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

(...)

Q - Nathalie Loiseau, vous êtes, je le rappelle, ministre chargée des affaires européennes, l'actualité immédiate de l'Union, c'est le sommet de Göteborg, un sommet social pour contrer le populisme. La montée des extrêmes, on la combat avec un sommet en Suède, est-ce que ce n'est pas un petit peu naïf quand même ?

R - Non, les sommets c'est symbolique, c'est une manière de mobiliser les chefs d'État et de gouvernement, sur des enjeux, et puis ensuite on décline cela par un travail de fond, avec des propositions législatives.

Q - Ils n'y seront pas tous à Göteborg.

R - Alors, il y en a une qui va manquer, c'est Angela Merkel, pour des raisons de politique intérieure.

Q - Oui, c'est quand même un certain poids en Europe.

R- Oui, enfin, elle sera représentée, et on va travailler ensemble à la préparation de ce sommet, comme on travaille ensemble, jour après jour, avec l'Allemagne, y compris pendant la campagne électorale et y compris dans cette période très particulière de constitution de la coalition. Elle n'a pas fini ses premières discussions sur la constitution de son gouvernement, il est donc normal qu'elle reste à Berlin. L'Europe sociale a longtemps été le parent pauvre du projet européen.

Q - Oui, Europe économique d'abord.

R - Ça a été d'abord un marché...

Q - Et surtout.

R - Nous sommes tout à fait favorables à aller plus loin dans la convergence sociale entre les pays de l'Union européenne, c'est ce que nous avons poussé, en aidant à faire en sorte que l'on revoie la directive sur les travailleurs détachés. Il s'agit d'éviter qu'il y ait une Europe sociale à deux vitesses, avec des travailleurs de deuxième classe, low-cost, qui ne bénéficient pas de protection suffisante mais qui viennent concurrencer les travailleurs mieux protégés. De ce point de vue-là, on nous avait dit, quand nous avons commencé à travailler sur cette révision de la directive des travailleurs détachés «n'essayez même pas, ce n'est pas possible en Europe, on n'y arrivera pas», et on a abouti à un accord qui a apporté beaucoup plus de protection sur ce régime des travailleurs détachés. On a une ambition sur l'Europe sociale, c'est un début, on défriche, mais on va travailler ensuite sur la convergence des cotisations sociales, sur un salaire minimum européen. Ça prendra du temps, mais ça va dans la bonne direction.

Q - Alors, l'Europe cette semaine c'est aussi la défense, avec un accord signé à 23, qui est très important, et puis aussi la question du glyphosate, c'est-à-dire qu'on a d'un côté l'Europe qui marche et puis l'Europe qui ne marche pas du tout, le glyphosate c'est quand même assez incroyable qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord, même au sein du gouvernement, on sent bien qu'entre le ministre de l'agriculture et le ministre de l'écologie, on ne parle pas tout à fait de la même voix. Le glyphosate, c'est le symbole même de l'échec des Européens aujourd'hui ?

R - Non, c'est lent car c'est compliqué, je regrette qu'on n'ait pas encore trouvé une solution entre Européens. On part de positions qui sont très différentes, on part il y a encore quelques mois de propositions de la commission européenne, qui consistaient à proposer qu'on reconduise l'autorisation du glyphosate pour 10 ans. Aujourd'hui, la commission est revenue avec une autre proposition, qui était 5 ans.

Q - Et la France veut 3 ans.

R - Et nous, nous voulons 3 ans. La position du gouvernement est unie de ce point de vue-là, 3 ans c'est pour pouvoir faire en sorte de sortir du glyphosate, ce n'est pas pour que dans trois ans on dise : «finalement, on n'a rien trouvé d'autre, on n'a pas de solution et on recommence». Donc, de ce point de vue-là on est très clairs : nous sommes très attentifs à la santé des agriculteurs et des consommateurs. La question qui se pose c'est : est-ce que cette attention est partagée de la même manière en Europe ? Pas encore. Donc il y a besoin de beaucoup de discussions. Moi, ce qui m'intéresse dans ce qui est en train de se passer, c'est que les positions évoluent, l'Allemagne s'est rapprochée de nous et demande également trois ans. La Commission, si elle est passée de 10 ans à 5 ans, c'est parce qu'il y a eu une mobilisation de la société civile. Il y a eu une pétition, vous le savez, une initiative citoyenne, qui a rassemblé 1,3 million de signatures, c'est considérable. Ça veut dire que les citoyens peuvent faire entendre leur voix dans l'Union européenne, et que ça influe sur le processus de décision, c'est une

bonne nouvelle.

Q - L'Europe de la défense, est-ce qu'elle est née véritablement cette semaine, avec cet accord historique, qualifié d'historique par de nombreuses personnes, justement, sur cette plus grande coopération, entre, 23, d'abord, États ?

R - Alors, c'est très intéressant, à la fois sur le fond et sur le processus.

Q - Parce que vous êtes attendue, sur ces questions de sécurité, sur ces questions de défense.

R - Oui, bien sûr. Quand on interroge nos concitoyens en leur demandant ce que l'Europe peut faire pour mieux protéger, c'est notamment sécurité, défense, lutte contre le terrorisme. Pendant des années, je dirais même pendant des décennies, l'Europe de la défense on l'a invoquée, mais c'était un slogan, il n'y avait rien derrière. Alors, nous avons contribué à casser les premières initiatives, la communauté européenne de défense en , c'est la France qui avait voté contre en 1954, finalement, et puis il y avait un partenaire qui y était très hostile, qui était le Royaume-Uni. Aujourd'hui, le Royaume-Uni, étant dans une procédure de sortie de l'Union européenne, ne s'est pas exprimé, ça a permis d'aller de l'avant et c'est vrai que c'est historique. Décider que les pays européens qui le souhaitent, et ils sont très nombreux - ils sont 23 sur 27, c'est énorme - peuvent travailler ensemble à des efforts de recherche et de développement.

Q - Mais ça veut dire une armée européenne dans quelques années, ou pas, Nathalie Loiseau ?

R - On n'en est pas là. Mais faire en sorte de mutualiser les capacités, de s'entraîner ensemble, de travailler ensemble à des opérations extérieures, des armées qui sont nationales mais qui ont des matériels européens - une intégration de l'industrie de défense européenne est évidemment nécessaire - qui ont des habitudes de travail en commun, il va falloir qu'on travaille à une doctrine d'emplois, tout ça aujourd'hui tout le monde ou presque est d'accord - et ça c'est considérable, aussi sur la méthode - parce que ça va dans le sens de ce que nous disons et de ce que nous proposons. A chaque fois qu'on peut avancer à 27 c'est bien, quand certains ne sont pas prêts, ne sont pas d'accord, ont une autre culture politique, c'est bien aussi qu'ils ne bloquent pas les autres. Là il y a quatre pays qui pour le moment n'ont pas envie de rejoindre ce qu'on appelle la coopération en matière de défense.

Q - Qui sont ?

R - Qui sont l'Irlande, le Portugal par exemple. Pour des raisons de culture je dirais militaire et politique, ces pays ne veulent pas rejoindre - et évidemment le Royaume-Uni, mais ça on le comprend - très bien, ils sont souverains, mais qu'ils n'empêchent pas les autres d'avancer. C'est ce qui est en train de se passer et c'est très exactement ce que propose Emmanuel Macron pour refonder l'Europe.

Q - Nathalie Loiseau vous parliez à l'instant du Royaume-Uni, interview dans La Croix d'une certaine Nathalie Loiseau qui déclare : «un Brexit sans accord avec l'Union ne peut plus être

exclu», ça veut dire quoi ?

R - Ça veut dire que je n'ai fait que reprendre ce que j'entends du gouvernement britannique, qui le dit et puis qui immédiatement derrière dit : «Oh ! Non, mais ne vous en faites pas, on va finir par trouver un accord ». C'est compliqué parce qu'on a un gouvernement britannique qui est manifestement divisé sur cette question du Brexit et qui est surtout face à un enjeu sans doute beaucoup plus vaste que ce qui avait été imaginé. Pour le moment, nous, nous souhaitons une sortie ordonnée du Royaume-Uni et une relation future étroite.

Q - Ça traîne !

R- Ça traîne parce que les Britanniques pour le moment ne nous ont pas donné de réponse suffisamment satisfaisante.

Q - Est-ce que vous comprenez l'impatience j'allais dire des citoyens, d'ailleurs de tous les pays d'Europe, en disant : «c'est quand même assez incroyable, ils ont voté il y a pratiquement... il y a un an et demi et puis, et voilà, on en est toujours presque... on a l'impression d'être toujours au point zéro».

R- Mais on partage cette impatience, on a aussi envie que ça avance. On s'est mis d'accord avec les Britanniques pour traiter d'abord les conditions dans lesquelles le Royaume-Uni sort de l'Union européenne et, ensuite, aborder la future relation que nous aurons avec ce pays important, avec lequel nous voulons évidemment un partenariat étroit. Pour travailler sur le retrait, il y a trois conditions : 1. être certain du sort des citoyens européens qui vont rester au Royaume-Uni, pour le moment on a fait des progrès, ils ne sont pas suffisants ; 2. traiter la question très importante de l'Irlande, puisque la frontière entre l'Irlande et le Royaume-Uni sera la frontière terrestre de l'Union européenne ; et puis 3. avoir un accord sur ce que doit le Royaume-Uni à l'Union européenne avant de quitter l'Union . Sur ce dernier point - il n'y a aucun progrès parce qu'il n'y aucune réponse britannique aux propositions que nous avons faites. Bien sûr que nous sommes impatients !

Q - Laurent Wauquiez hier s'exprimait dans Le Figaro sur l'Europe, j'imagine que vous avez lu avec beaucoup d'intérêt son interview, d'abord est-ce que comme il le dit le président de la République veut élargir l'Europe aux Balkans ?

R- Laurent Wauquiez a été l'un de mes nombreux prédécesseurs , il avait beaucoup appris, il a un petit peu oublié ! Ou en tout cas quand il lit les propositions du président de la République - et je suis sûre qu'il les lit avec attention - il les déforme, et je le regrette parce que sur des questions comme la politique internationale où les questions européennes, on a intérêt à être unis, pas à caricaturer les propos des uns et des autres.

Q - Donc, l'Europe à 35 ce n'est pas pour demain ?

R - Laurent Wauquiez était ministre des affaires européennes quand l'Union européenne a

accepté la candidature de la Serbie et du Monténégro à l'adhésion à l'Union sous Nicolas Sarkozy. Les pays des Balkans occidentaux sont candidats ou souhaitent rejoindre l'Union européenne, nous avons intérêt à leur donner une perspective. Pourquoi ? Parce que sinon ils dériveront, on est assez bien placés pour savoir que dans les décennies passées les démons qui animent certains extrémistes dans ces pays étaient vifs, ils dériveront et seront peut-être aussi attirés par d'autres que par l'Union européenne et, là, nous aurons des regrets. Donc, nous sommes très exigeants dans les conditions que nous mettons à un rapprochement avec l'Union européenne, les conditions de lutte contre la corruption, de lutte contre la criminalité organisée, d'indépendance de la justice.. On n'en est pas à l'élargissement, mais maintenir le dialogue et avoir une relation étroite avec ses voisins - ce sont nos voisins, ils sont sur le continent européen - c'est évidemment une nécessité.

Q - Merci beaucoup Nathalie Loiseau d'avoir répondu à mes questions, Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, très bonne journée à vous.

R - Merci./.